

L'UE somme Facebook, Google et Twitter d'en faire plus contre la désinformation

Les géants du net ne fournissent pas assez d'informations à l'Europe sur la manière dont ils combattent les fausses nouvelles. À trois mois des élections, la Commission Juncker s'inquiète.

VINCENT GEORIS

La Commission européenne n'est pas satisfaite des informations fournies par Facebook, Google et Twitter sur la manière dont ils combattent la désinformation.

À trois mois des élections, l'Union européenne craint une accentuation de la désinformation sur les réseaux sociaux.

Les trois géants du net, Facebook, Google et Twitter, ont signé un code de conduite contre la désinformation. Dans ce cadre, il leur a été demandé de faire rapport tous les mois jusqu'aux élections.

Leurs efforts sont insuffisants, en particulier en matière de publicité politique. *«Les plateformes n'ont pas fourni suffisamment de détails montrant que de nouvelles politiques et de nouveaux outils sont déployés rapidement et avec des ressources suffisantes dans tous les États membres de l'UE, déplore la Commission Juncker. Les rapports fournissent trop peu d'informations sur les résultats réels des mesures déjà prises.»*

Publicités politiques

Facebook, en particulier, n'a pas fait rapport de ses activités en janvier sur le contrôle des emplacements d'annonces publicitaires. Le rapport de la plateforme fournit une mise à jour des publicités poli-

tiques, mentionne des ingérences d'États tiers dans les affaires européennes mais ne dit rien des faux comptes qui auraient été éventuellement supprimés en raison de leur activité malveillante envers l'UE.

Google ne précise pas dans son rapport quelles mesures ont été prises pour remédier à la désinformation, par exemple de publicités trompeuses.

Twitter n'a fourni aucun indicateur pertinent en matière de publicité politique.

Les campagnes électorales vont démarrer dans quelques jours dans les 27 États de l'UE. *«Nous demandons instamment à Facebook, Google et Twitter de faire davantage dans tous les États européens pour contribuer à assurer l'intégrité des élections au Parlement européen de mai 2019»,* dit la Commission.

La prochaine évaluation de l'application du code de conduite sera publiée en mars. Si les efforts s'avèrent insuffisants d'ici fin 2019, lors de l'évaluation annuelle, la

Commission européenne adoptera des mesures réglementaires, une perspective nettement moins agréable pour les géants du net.

Simulation d'une cyberattaque en avril

La Russie est une des sources principales de désinformation. Le Kremlin a déployé une armée de «trolls» à Saint-Petersbourg chargée d'influencer les réseaux sociaux. Selon plusieurs services de renseignements nationaux, son activité devrait s'amplifier six semaines avant les élections.

L'UE craint aussi des cyberattaques provenant de Russie, de Chine ou de Corée du Nord. Pour s'y préparer, elle réalisera en avril une simulation d'attaque. L'exercice, appelé «Table Top» aura lieu en salle.

La cyberdéfense étant une matière nationale, l'Union dispose de peu de moyens pour organiser une défense européenne unique contre une éventuelle attaque. *«Les États considèrent cela comme leur compétence stricte et sont jaloux des informations»,* dit une source. Un tel exercice devrait permettre d'accroître cette collaboration et de mettre en réseau les capacités des États européens.

La Commission demande à Facebook, Google et Twitter «de faire davantage dans tous les États européens pour assurer l'intégrité des élections».